

PLAN D'ACTION MONDIAL DE LA DIRECTRICE GENERALE — MISE A JOUR

SURMONTER LES DIFFERENCES PAR LA COOPERATION MULTILATERALE

L'économie mondiale connaît un ralentissement synchronisé et la croissance reste faible. L'escalade des différends commerciaux, l'incertitude persistante et l'évolution défavorable sur le plan géopolitique ont eu des répercussions sur la confiance, l'investissement et la croissance. Les perspectives demeurent précaires et les risques de dégradation, dus principalement à un nouvel élargissement des tensions commerciales et à une hausse de la vulnérabilité financière, assombrissent l'horizon. Il est aussi de plus en plus probable que les différends commerciaux pèsent sur les politiques monétaires, les politiques de change ou les politiques du secteur financier, ce qui menacerait la stabilité financière mondiale et fragiliserait des gains économiques durement acquis.

L'accent doit être mis sur une inversion des relèvements des droits de douane et la recherche de solutions durables aux différends commerciaux, notamment en éliminant les distorsions au niveau national et en renforçant le système commercial multilatéral. Les politiques intérieures devraient continuer d'être axées sur un accroissement de la résilience, de l'adaptabilité et du caractère inclusif de l'économie. Dans un esprit de collaboration et guidés par les principes d'une responsabilité conjointe pour des bénéfices partagés énoncés dans le plan d'action mondial du printemps 2019, les dirigeants peuvent surmonter leurs divergences de vue pour assurer une croissance durable dans l'intérêt de tous.

Le FMI aide les pays à concevoir de meilleures politiques et à saisir les possibilités de croissance et de développement durables tout en modernisant ses outils et son fonctionnement afin de s'adapter à l'évolution des besoins de ses membres. Dans le cadre de l'exécution de son mandat et de sa collaboration avec d'autres institutions, le FMI contribue grandement à démontrer l'efficacité d'une approche multilatérale face aux grands enjeux mondiaux.

Contexte mondial et surveillance multilatérale

Les dirigeants doivent apaiser les tensions commerciales internationales, atténuer les risques et soutenir la croissance.

L'économie mondiale subit de puissants vents contraires : les différends commerciaux, les frictions géopolitiques et l'incertitude entourant les politiques publiques affectent l'état d'esprit des investisseurs et des marchés. Face à une demande en berne et à une inflation modérée, plusieurs banques centrales appliquent des mesures supplémentaires de relance monétaire. Les conditions financières mondiales se sont assouplies en conséquence et demeurent favorables dans l'ensemble. Plusieurs grands pays mettent également en œuvre des mesures de relance budgétaire. Le redressement de la croissance attendu en 2020 est toutefois précaire et des facteurs structurels, tels que la faible croissance de la productivité de la main-d'œuvre, continuent de peser sur les perspectives à moyen terme. Les problèmes de longue durée liés au creusement des inégalités et aux changements démographiques demeurent.

Les politiques et réformes nationales doivent renforcer la résilience et répondre à des questions sociales et de développement afin d'assurer une croissance durable et inclusive et de favoriser l'emploi. Une politique monétaire accommodante demeure indiquée dans de nombreux pays. La politique monétaire doit continuer d'opérer de manière indépendante — ce qui reste un principe

Le texte surligné en vert indique d'importantes activités réalisées par le FMI depuis avril 2019.

fondamental de l'efficacité des banques centrales — et s'appuyer sur des données. Les politiques macro et microprudentielles doivent être renforcées dans les domaines où des facteurs de vulnérabilité s'accumulent, notamment en raison de l'endettement élevé du secteur privé. Lorsque cela est possible, la flexibilité des taux de change peut aider à amortir les chocs extérieurs, et le rééquilibrage des comptes extérieurs requiert un ensemble bien calibré de politiques macroéconomiques et structurelles. La politique budgétaire doit être plus favorable à la croissance et soutenir l'activité économique dans les pays où cela est nécessaire et où un espace budgétaire est disponible, tout en tenant compte de la viabilité de la dette et des objectifs sociaux. Les réformes structurelles restent fondamentales pour relever les perspectives de croissance à moyen terme.

Les risques sont considérables. La croissance pourrait être compromise si les différends commerciaux entraînaient d'autres restrictions aux échanges internationaux, y compris dans le domaine technologique, ou incitaient à prendre des mesures de portée plus large sur le plan de la politique monétaire, des taux de change ou du secteur financier. Une détérioration soudaine de la propension au risque ou un durcissement brutal des conditions financières pourrait révéler une vulnérabilité financière croissante et intensifier la volatilité des flux de capitaux. Si la croissance continue de fléchir, des mesures de relance à plus grande échelle seront nécessaires. La prise de mauvaises décisions qui continuent d'alimenter l'incertitude pourrait toutefois épuiser la marge de manœuvre limitée en cas de ralentissement économique.

Pour préserver la croissance et atténuer les risques, il est impératif de réduire l'incertitude actuelle en apaisant les tensions internationales et en réduisant les obstacles au commerce. Pour améliorer le climat de confiance, il faudrait collaborer en matière de fiscalité internationale, préserver les réformes d'après-crise de la réglementation financière mondiale et prévenir l'endettement excessif des pays à faible revenu. Les dirigeants devraient également mettre en place un dispositif mondial de sécurité financière adapté, avec en son centre un FMI robuste qui continuerait d'épauler les pays qui en ont besoin.

Recherche
économique
et financière

Les analyses fondées sur des données menées dans le cadre du programme de recherche du FMI débouchent sur des recommandations concrètes permettant aux dirigeants de rendre les économies plus résilientes et plus inclusives.

Le FMI met en œuvre un vaste plan d'amélioration de ses conseils en matière de politiques monétaires et macrofinancières, notamment à la suite des évaluations du BIE. Dans ce contexte, il œuvre actuellement à l'élaboration d'un cadre d'action intégré afin d'assurer à ses membres, et plus particulièrement à ceux qui sont exposés à la volatilité des flux de capitaux, une évaluation plus systématique des dosages de politiques publiques propres à assurer la croissance et la stabilité. Le FMI étudiera plus en détail les incidences des taux d'intérêt faibles ou négatifs, y compris leurs conséquences indirectes et involontaires. Il s'intéresse également aux meilleures pratiques en matière de gouvernance des banques centrales et œuvre à la création d'un nouveau cadre favorisant la transparence des banques centrales.

D'importantes initiatives renforceront davantage le rôle de chef de file du FMI en matière de recherche et d'analyse des politiques monétaires, financières et macrofinancières. Le cadre d'action intégré permet de mieux comprendre les interactions entre les politiques relatives

Le texte surligné en vert indique d'importantes activités réalisées par le FMI depuis avril 2019.

à la monnaie, aux taux de change, aux questions macroprudentielles et à la gestion des flux de capitaux. Les premières observations soulignent la complexité des interactions entre les différents instruments et l'importance de tenir compte des asymétries de devises et de la profondeur des marchés de capitaux. En outre, nous améliorons notre surveillance macrofinancière en prenant davantage en considération les questions financières dans les consultations au titre de l'article IV, en élaborant des outils permettant de mieux détecter les risques systémiques, notamment ceux liés aux entreprises, au secteur immobilier et aux fortes expansions du crédit, en renforçant les instruments analytiques du programme d'évaluation du secteur financier et en intensifiant la collaboration avec les grandes banques centrales, d'autres institutions et le milieu universitaire. Nous avons également créé une nouvelle unité de modélisation des politiques monétaires et macroprudentielles. La mise en œuvre de la stratégie en matière de ressources humaines et l'amélioration de la formation contribueront à renforcer les compétences et les connaissances financières au FMI.

Le FMI continue d'analyser les possibilités pour les pays de promouvoir une croissance inclusive et de contribuer à réduire les inégalités et la pauvreté en donnant à chacun les moyens de contribuer à l'activité économique et d'en partager les bienfaits. Des dépenses sociales adéquates, efficaces et financièrement tenables constituent un levier essentiel pour réaliser une croissance inclusive et atteindre les objectifs de développement, et nous nous attachons à mettre en œuvre la **stratégie** récemment adoptée pour l'action du FMI en matière de dépenses sociales. Il convient aussi d'encourager le renforcement de la participation à la vie économique et de la productivité, notamment en remédiant aux **disparités régionales** au sein des pays pour ce qui est de la production et du marché du travail, en réduisant les écarts femmes-hommes et en promouvant l'inclusion financière. Nous approfondissons notre analyse de la montée de la puissance de marché et de ses implications pour la politique de concurrence. Notre analyse des **effets macroéconomiques des réformes structurelles**, qui s'appuie sur une nouvelle base de données exhaustives, indique qu'en redoublant d'efforts au cours des dix prochaines années, les pays émergents et les pays en développement pourraient doubler leur cadence de rattrapage des pays avancés. Enfin, notre étude consacrée aux **coûts politiques des réformes économiques** fait apparaître que la prise en compte de considérations d'économie politique dans la conception et la hiérarchisation des réformes accroît la viabilité politique de ces dernières.

Pour atteindre leurs objectifs de croissance et de développement, y compris les objectifs de développement durable, les pays doivent améliorer leur cadre budgétaire en se fondant sur des stratégies de financement réalistes et durables, accroître leurs recettes, notamment en mettant en œuvre des stratégies à moyen terme, améliorer l'efficacité de leurs dépenses et renforcer leurs institutions et leur gouvernance, avec l'appui d'un secteur privé de plus grande taille et des donateurs. Comme il s'y est engagé, le FMI aide les pays à réaliser le programme de développement durable à l'horizon 2030 au moyen de conseils, d'un accès élargi à ses ressources et d'activités de développement des capacités.

Notre rapport macroéconomique sur les pays à faible revenu met l'accent sur la croissance inclusive, l'accroissement des recettes et les dispositifs de sécurité financière, notamment les outils qui permettent de faire face aux problèmes des banques en difficulté. Dans le même

temps, nous améliorons notre collaboration avec ces pays en tenant compte de leurs besoins et situations spécifiques. Ces questions, ainsi que le renforcement des institutions et des capacités, revêtent une importance particulière pour les pays fragiles ou touchés par un conflit, et nous adaptons notre collaboration avec ces pays pour rendre notre action plus efficace.

*Apporter un soutien efficace aux **pays fragiles ou touchés par un conflit** constitue une grande priorité du FMI, et c'est également une priorité internationale qui concerne tous ses membres, en raison de l'augmentation des flux migratoires et des déplacements forcés qui résultent des conflits et des facteurs de fragilité. En nous appuyant sur un rapport du BIE, et en collaboration étroite avec la Banque mondiale, les Nations Unies et l'OCDE, nous renforçons notre action de plusieurs manières. Nous élaborons des stratégies d'accompagnement des pays en nous appuyant sur des travaux existants, et nous axons nos vastes activités de développement des capacités sur le renforcement des capacités institutionnelles et humaines. Des programmes du FMI sont en place ou envisagés dans 25 des 42 pays fragiles ou touchés par un conflit ; ils visent à apporter une aide financière mieux adaptée de manière plus durable, sur la base d'engagements plus rationalisés, à la suite notamment des récents réexamens des **mécanismes en faveur des pays à faible revenu** et de la **conditionnalité des programmes**. La priorité donnée aux pays fragiles ou touchés par un conflit se retrouve également dans notre stratégie en matière de ressources humaines.*

Solutions mondiales

Les dirigeants devraient moderniser le système commercial multilatéral et améliorer les cadres d'action et la coopération à l'échelle internationale afin de faire bénéficier à tous des avantages de l'intégration.

Les pays devraient promouvoir un système commercial multilatéral qui soit ouvert, stable et transparent. À cette fin, les autorités doivent mettre l'accent sur la modernisation du système commercial multilatéral, fondé sur des règles, en libéralisant davantage les échanges dans de nouveaux domaines tels que les services et le commerce électronique, ainsi que sur le renforcement des règles relatives aux subventions agricoles et industrielles, à l'investissement et aux transferts de technologies. Des négociations plurilatérales dans le cadre de l'OMC peuvent faire avancer les choses et il conviendrait que davantage de pays y participent. En collaboration avec l'OMC et d'autres organisations internationales, le FMI continuera de promouvoir le libre-échange au moyen de recommandations, de conseils et d'analyses, ainsi qu'en s'appuyant sur les mesures prises par les pays en ce sens, dont la mise en œuvre de l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

Le FMI ayant été créé pour promouvoir la coopération monétaire internationale, il est bien placé pour aider les pays à résoudre leurs différends en matière de politique monétaire et de taux de change. Nous continuerons à mener une évaluation des positions extérieures de tous les pays membres d'une façon unique, rigoureuse, impartiale et cohérente sur le plan multilatéral. Comme le relève l'édition 2019 du **Rapport sur le secteur extérieur (External Sector Report)**, si les récentes mesures de politique commerciale n'ont pas beaucoup influé sur les déséquilibres courants mondiaux, les déséquilibres d'encours qui atteignent des niveaux records aggravent les risques pour la stabilité financière, en particulier dans un contexte marqué par une dette

Le texte surligné en vert indique d'importantes activités réalisées par le FMI depuis avril 2019.

extérieure élevée. Les pays doivent éviter de manipuler les taux de change pour prévenir un ajustement effectif de la balance des paiements ou obtenir un avantage compétitif déloyal.

Le FMI continue également d'aider ses membres à améliorer la transparence de la dette et la viabilité des prêts dans le cadre de l'approche adoptée conjointement avec la Banque mondiale pour remédier de manière pluridimensionnelle à la vulnérabilité croissante liée à la dette. Étant donné que l'endettement public demeure élevé, nous continuons de suivre de près l'évolution de la dette, d'aider les pays à réduire les risques qui y sont liés et d'améliorer la gestion générale des risques financiers et l'analyse des bilans du secteur public.

L'évolution du paysage financier mondial exige des efforts supplémentaires pour améliorer et mettre en œuvre le programme de réforme de la réglementation. Ainsi, le FMI collabore étroitement avec des organismes de normalisation et d'autres institutions pour améliorer la réglementation financière mondiale. Nous examinons également la manière dont les dispositifs prudentiels nationaux se sont adaptés aux réformes internationales et nous continuons d'aider nos membres à s'attaquer aux causes et aux conséquences de la diminution des relations de correspondant bancaire.

Il est essentiel de renforcer la coopération multilatérale pour partager les bienfaits des transformations numériques transfrontalières et faire face aux perturbations qu'elles entraînent. Le FMI sert ses membres en faisant office de tribune mondiale pour la collaboration et le partage de connaissances sur les technologies financières, sur la base du programme d'action de Bali sur les fintech. En nous fondant sur les enseignements tirés des **expériences de pays en matière de technologies financières**, nous continuerons d'analyser les incidences de ces technologies sur les politiques macroéconomiques et sur l'inclusion, la stabilité et l'intégrité financières, et nous nous efforcerons de mieux tenir compte de ces questions dans nos activités de surveillance. Nous étudions également, en collaboration avec les grandes banques centrales et d'autres institutions, les répercussions des nouveaux actifs numériques, y compris les monnaies numériques des banques centrales et les monnaies virtuelles « stables », sur la politique monétaire, la stabilité financière et le système monétaire international.

La croissance des activités numériques pose des problèmes en matière de fiscalité, et une action multilatérale coordonnée s'impose pour éviter une fragmentation porteuse de distorsions, réduire l'évasion fiscale et lutter contre les transferts de bénéfices. Le FMI contribue à œuvrer à l'élaboration d'un système fiscal international moderne et équitable, notamment en analysant les répercussions de l'évolution de la fiscalité mondiale sur les pays à faible revenu. Il appuie également des initiatives mondiales en matière de fiscalité, par l'intermédiaire de la plateforme de collaboration sur les questions fiscales, en coopération avec l'OCDE et d'autres partenaires. Les flux financiers illicites demeurent une préoccupation mondiale et nous associons diverses activités visant à mesurer, surveiller et combattre ces flux, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que de la coopération sur les questions fiscales, afin de déterminer des domaines d'action multilatérale. Nous poursuivons la mise en œuvre du cadre de gouvernance renforcée du FMI, en collaborant avec la Banque mondiale et d'autres institutions, en évaluant systématiquement des questions de gouvernance et de corruption dont nous tenons compte dans la conception de nos programmes

et de nos activités de surveillance, et en intensifiant nos activités de développement des capacités.

Nous continuons également de mettre en œuvre la stratégie globale du FMI en matière de données et de statistiques, en poursuivant l'examen des initiatives relatives aux normes de données et des données communiquées au FMI à des fins de surveillance, et en tirant parti des mégadonnées et de l'intelligence artificielle. Conscients que la sécurité des données est l'une des principales priorités de la coopération internationale pour nos membres, nous cherchons à étoffer la stratégie du FMI en matière de risque de cybersécurité dans le secteur financier et à aider nos membres en renforçant leurs capacités. Il convient de définir une approche intégrée de modernisation des systèmes de données en tenant compte des conséquences pour la stabilité financière, l'inclusion, le respect de la vie privée et la concurrence, ainsi que pour la libre circulation internationale des données.

Les changements climatiques représentent une crise mondiale. Les dirigeants devraient redoubler d'efforts pour lutter contre ces changements et renforcer la résilience et la durabilité environnementales. À l'appel de nombreux membres, le FMI poursuit ses travaux sur les changements climatiques, notamment en aidant les pays membres à respecter les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'accord de Paris de 2015.

*Les **travaux du FMI sur le climat** progressent sur plusieurs fronts. Ils comportent les éléments suivants : des **conseils sur l'atténuation des changements climatiques par des mécanismes de tarification du carbone et par d'autres instruments** visant à promouvoir une tarification efficiente de l'énergie et le passage à une économie plus écologique ; une stratégie visant à intégrer plus systématiquement les questions climatiques dans la surveillance, y compris dans le contexte des revues en cours ; l'appui au renforcement de la résilience structurelle, financière et post-catastrophe, en particulier dans les petits pays et les pays à faible revenu exposés aux catastrophes naturelles ; l'analyse du financement responsable, et plus particulièrement des liens entre changements climatiques et stabilité financière, en collaboration avec les banques centrales et les autorités de réglementation financière ; des études sur la tarification des risques liés aux changements climatiques ; la collaboration avec la Banque mondiale pour l'évaluation des politiques relatives aux changements climatiques ; et l'appui constant à une action mondiale.*

Politiques du FMI

Le FMI modernise ses outils pour relever les défis d'un monde en mutation rapide.

Pour aider les pays à mieux déterminer les risques pesant sur la stabilité et la croissance, la revue exhaustive de la surveillance qui est en cours et la revue du programme d'évaluation du secteur financier (coordonnée avec la Banque mondiale) moderniseront nos activités de **surveillance** en y intégrant des tendances à long terme et en renforçant son efficacité. Nous examinons actuellement des propositions visant à réformer la politique du FMI en matière de pratiques de taux multiples et nous revoyons des aspects de la politique en matière de communication de données inexactes. Nous avons achevé le premier bilan exhaustif des mécanismes de **prêt** du FMI sur les dix dernières années. De grands enseignements et des principes en matière de **conditionnalité des programmes** sont en train d'être élaborés afin d'aider les pays à rétablir leur viabilité extérieure, tout en améliorant les résultats macroéconomiques et sociaux pour la

Le texte surligné en vert indique d'importantes activités réalisées par le FMI depuis avril 2019.

population. Ces travaux complètent d'importantes révisions des **mécanismes de financement pour les pays à faible revenu**, qui prévoient d'augmenter les limites d'accès aux ressources et de renforcer la souplesse et la personnalisation des instruments de prêt. Le réexamen de l'analyse de viabilité de la dette des pays ayant accès aux marchés vise à affiner les évaluations du risque souverain menées par le FMI, et le réexamen de la politique relative aux limites d'endettement contribuera à renforcer la transparence et la gestion de la dette, notamment en tenant compte des implications pour la dette souveraine utilisée à titre de garantie. À la suite du réexamen de la stratégie de **développement des capacités**, nous actualisons les politiques et pratiques en matière de fourniture d'aide au développement des capacités, en cherchant à intégrer davantage le développement des capacités aux activités de surveillance et de prêt.

Finances et
gouvernance
du FMI

Il est essentiel de préserver la solidité financière du FMI et de garantir la poursuite de la réforme de la gouvernance.

Dans un contexte marqué par des perspectives précaires et des transformations rapides, il est indispensable de pleinement garantir la capacité du FMI à aider ses membres. Pour que le FMI reste une institution solide, reposant sur un système de quotes-parts, dotée de ressources suffisantes et jouant un rôle central au sein du dispositif mondial de sécurité financière, nous espérons obtenir rapidement l'appui suffisant pour mettre en œuvre un ensemble de mesures qui permettront de maintenir le niveau actuel des ressources du FMI, garantir la poursuite des réformes de la gouvernance conformément à la 16^{ème} révision générale des quotes-parts et mener à son terme la 15^{ème} révision générale des quotes-parts.

Appui
interne

Le FMI entreprend également un ambitieux programme de modernisation interne afin d'accroître son efficacité et de continuer d'offrir des services de qualité à ses membres.

Notre stratégie en matière de ressources humaines, conjuguée à l'examen détaillé de la rémunération et des prestations qui est en cours, vise à améliorer les résultats de notre institution en attirant, retenant, formant et motivant un personnel hautement qualifié, en favorisant la diversité et l'inclusion, du point de vue régional et sur le plan de l'égalité femmes-hommes, et en favorisant l'innovation. La mise en œuvre de cette stratégie permettra également de mieux faire concorder les politiques en la matière avec les besoins opérationnels actuels et futurs du FMI, en s'appuyant sur une stratégie de formation interne efficace. Nous menons également des réformes coordonnées et à grande échelle pour améliorer les processus et systèmes concernant les activités de base, la gestion des activités de développement des capacités, l'analyse des données et la gestion des ressources humaines et des connaissances. Nous continuons d'améliorer le cadre de gestion des risques du FMI, de prendre en considération les risques dans l'exercice des fonctions stratégiques et essentielles, et de faire en sorte que nos politiques budgétaires répondent aux besoins changeants de nos membres de manière rentable, prudente et financièrement viable.